

Club Défense - Newsletter du 14/04/2020

Vous recevez cette 13^{ème} édition de la Newsletter du Club Défense parce que vous appartenez au groupe Club Défense du site AEGE.

Les actus de la Défense

[Publication du Club Défense]

Le "retour" de la Russie en Afrique, le 14 avril 2020 par [Arnault Ménatory](#).

Portail de l'IE

Alors que le mouvement de décolonisation du continent avait permis à l'URSS d'y implanter de solides relais en soutenant les mouvements de libération nationale, [la Russie entend profiter des opportunités offertes par l'Afrique pour briser son isolement](#). Encerclée et handicapée par les sanctions occidentales, l'économie russe voit d'un très bon œil l'ouverture de marchés africains à ses exportations.

[International]

Espionnage : les Bureaux des légendes du monde entier dans la tourmente, 08 avril 2020

Ouest-France

Près de 4 milliards d'êtres humains sont confinés chez eux. À mesure que le monde s'enferme pour endiguer la propagation du Covid-19, [les services de renseignement font face à une double problématique](#) : contraints à une importante réorganisation pour éviter de propager la maladie dans leurs rangs, ils assistent aussi à une augmentation massive des volumes échangés sur Internet – contenus officiels ou officieux, confidentiels ou ouverts, exacts ou faux. Les acteurs malveillants exploitent ces nouvelles circonstances exigeantes, constate [Europol](#), l'agence européenne spécialisée dans la répression de la criminalité. Les entités compétentes de l'Union européenne sont en contact étroit les unes avec les autres pour y faire face. L'éventail est large, du pillage économique et stratégique à l'altération des données (électorales, scientifiques...) en passant par la paralysie des serveurs, les campagnes d'hameçonnage (« *phishing* »), la diffamation, la manipulation des citoyens... Mais le danger le plus important, provenant d'États ennemis ou de groupes commandités par ces mêmes États, sont des opérations massives et sophistiquées contre une administration ou une structure.

Le président Déby annonce que le Tchad ne participera plus à des opérations militaires hors de ses frontières, 11 avril 2020

[opex360.com](#)

Lors du sommet de Pau, qui, le 13 janvier dernier, avait réuni la France et ses partenaires du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger, Mauritanie et Tchad), il avait été décidé d'accentuer l'effort militaire dans la région du Liptako-Gourma, notamment contre l'État islamique au grand Sahara (EIGS). Déjà contributeur à Force conjointe du G5 Sahel, le Tchad avait fait part de son intention de déployer l'équivalent d'un bataillon dans cette zone, afin d'y épauler la force française Barkhane et les armées du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Aujourd'hui, le président tchadien, [Idriss Déby Itno, semble être revenu sur cette décision.](#)

[France]

L'Agence de l'innovation de Défense finance la mise au point d'un automate détecteur de virus, 8 avril 2020

opex360.com

Le 19 mars, l'Agence de l'innovation de Défense (AID) [a lancé un appel à projets](#) afin de trouver des solutions innovantes pour faire face à l'épidémie de Covid-19. Pour cela, une enveloppe de 10 millions d'euros a été débloquée. Les projets proposés devaient apporter des solutions d'ordre « technologique, organisationnel, managérial ou d'adaptation de processus industriels » et être « facilement et rapidement reproductibles » tout en pouvant « s'appliquer à l'échelle de l'ensemble du territoire national. » Signe de la vitalité des entrepreneurs, des chercheurs et des innovateurs en France, l'AID a reçu, selon un dernier bilan, pas moins de 1.050 propositions. L'une d'entre-elles a été soumise par l'entreprise NG Biotech, qui met au point [un test sérologique](#) pour détecter rapidement si une « personne est infectée par le virus depuis quelques jours seulement et reste contagieuse, ou si elle l'a été, est guérie et donc immunisée ». [La PME a ainsi obtenu un financement d'un million d'euros auprès du ministère des Armées.](#)

Barkhane : L'épidémie de Covid-19 risque de retarder la relève des troupes récemment déployées au Sahel, 11 avril 2020

opex360.com

Devant les sénateurs, Mme Parly a indiqué que le mandat des troupes actuellement engagées au Sahel « [pourrait être prolongé d'un ou deux mois](#) », alors que le rythme opérationnel de Barkhane ne faiblit pas, qui plus est dans des conditions éprouvantes. Le président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères et des Forces armées, Christian Cambon, a expliqué qu'il s'agirait ainsi de « préparer en quarantaine le départ du prochain contingent » et d'éviter à ceux qui sont en opération actuellement de se contaminer, car ils peuvent à ce stade vraisemblablement échapper à l'épidémie. »

Christian Cambon prévient également que [la loi de programmation militaire devra « être pleinement appliquée »](#). Selon lui « on peut imaginer qu'en sortant d'une telle crise, l'opinion publique exigera plus d'efforts en termes d'hôpitaux, d'usines, que d'efforts en matière d'armement. Or il faut comprendre que les crises géostratégiques, comme celle au Levant qui a conduit aux attentats, doivent être anticipées, comme les crises sanitaires, afin de ne pas être débordés ». Christian Cambon s'est dit « inquiet pour l'avenir ». Qui plus est, a-t-il continué, les « armées font un effort extraordinaire. Mais il faut avoir le

courage de le dire : elles ne pourront donner que ce qu'elles ont ! Attention à l'usure, dans cette 'course de fond' : cet engagement a un coût, en particulier sur le plan humain ».

[Industrie]

Covid-19: les 11 infos essentielles dans le secteur aéronautique et défense, 08 avril 2020

La Tribune

La filière aéronautique et défense souffre énormément de la paralysie de l'activité économique mondiale provoquée par la crise sanitaire liée au Covid-19. Airbus (1) : Le constructeur européen a décidé de [réduire d'un tiers sa cadence](#) de production d'avions et a annoncé lundi la suspension "temporaire" de la production et des activités d'assemblage. Après [Airbus](#) (1,4 milliard d'euros), [Safran](#) (1 milliard) et [Dassault Aviation](#) (212 millions) dans l'ordre chronologique, [Thales, le dernier du "Big Four" de l'aéronautique française](#), a annoncé mardi la suppression du versement en 2020 d'une grande partie de son dividende au titre de l'exercice de 2019. Les autres informations essentielles concernent Boeing, Airbus Helicopters, Arqus et la [contamination au Covid-19 d'une quarantaine de marins à bord du Charles de Gaulle](#). Retrouvez-les en détail [ici](#).

Covid-19 : les industriels de l'armement priés de livrer coûte que coûte les armées, 07 avril 2020

La Tribune

En dépit du Covid-19, le ministère des Armées a expressément demandé dès le début de la crise aux industriels de la défense de [maintenir leurs activités industrielles](#), dont notamment le MCO (Maintien en condition opérationnelle), indispensables aux forces armées pour qu'elles mènent leurs missions les plus essentielles. "Les opérations extérieures et intérieures, la dissuasion, la protection de nos approches maritimes et aériennes, notamment, sont au cœur des activités régaliennes de l'État, et le ministère des armées ainsi que ses partenaires industriels ne peuvent y manquer", a rappelé la ministre des Armées Florence Parly, qui s'est rendue lundi sur le site de Nexter à Satory, puis a rencontré les équipes de la Structure interarmées de la maintenance du matériel terrestre (SIMMT), et des maintenanciers du détachement du 8ème régiment du matériel de l'armée de Terre.

Les dates à retenir

En raison du confinement sanitaire mis en place pour limiter la propagation du Covid-19 les événements habituellement annoncés par le Club Défense de l'AEGE ont été annulés par leurs organisateurs.

Le focus de la semaine

[Anniversaire] : 14 avril 1989 : début de construction sur cale du porte-avions Charles de Gaulle (Brest).

La structure, en construction depuis 1987, est assemblée en avril 1989 aux chantiers navals de Naval Group à Brest. Le nom initialement choisi en 1986 était *Richelieu*, nom traditionnel dans la Marine française pour ses bâtiments importants, honorant la mémoire du duc et cardinal de Richelieu. Jacques Chirac, à l'époque Premier ministre, renomme le projet Charles de Gaulle en 1987.

La construction du *Charles de Gaulle* a représenté 25% de la charge de travail de la DCN-Brest (chantier naval de Naval Group à Brest) entre 1990 et 1996 et le chantier a mobilisé entre 1 000 et 1 200 personnes selon les périodes pour un total de 13 millions d'heures de travail, 2 millions d'heures d'études et 11 millions d'heures pour la construction. C'était alors l'un des plus grands chantiers de France.

Le budget du programme *Charles de Gaulle* est de près de 20 milliards de francs, soit environ 3 milliards d'euros et 2,2 milliards de dollars US. Le porte-avion américain *USS Ronald Reagan*, entré en service la même année a, lui, coûté 4,3 milliards de dollars américains.

Le porte-avions a été officiellement armé et admis au service actif le 18 mai 2001. Il déplace 42 500 tonnes, 2 réacteurs nucléaires, 40 aéronefs et 2000 personnes. Il est le premier et unique bâtiment de combat de surface à propulsion nucléaire construit en Europe occidentale. Aujourd'hui, la France est le seul pays en dehors des Etats-Unis à avoir terminé la construction d'un porte-avions à propulsion nucléaire.

Le *Charles de Gaulle* vient remplacer le *Clemenceau*. Le président Sarkozy avait promis en 2007 la construction d'un second porte-avion pour remplacer le *Foch* mais ce projet a finalement été abandonné en 2013. En octobre 2018, Florence Parly, ministre des Armées, annonce le début de la phase d'étude du programme de remplacement du Charles de Gaulle. L'évaluation du coût de la conception et de la construction d'un premier porte-avions dans sa version nucléaire, équipements inclus, est de 225 millions d'euros par an pendant vingt ans.

Un sujet vous a marqué mais n'a pas été traité ici ? Contactez-nous : juliette.nicoud@aege.fr